



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 8 MARS 2016**

MENTION D'AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mardi 8 mars 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **15 mars 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **1^{er} mars 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 8 mars 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du PV de la réunion du 18 février 2016

Finances

- 2 - Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2015 des 3 budgets
- 3 - Vote du taux des taxes directes locales pour 2016
- 4 - Vote du budget primitif 2016 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5 - Demande de prêt bancaire pour acquisitions foncières et travaux d'investissement

Personnel communal

- 6 - Contrat aidé affecté au nettoyage de la voirie - Augmentation du nombre d'heures

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

- 7 - Tarifs des activités périscolaires et extra scolaires 2016/2017

Divers

- 8 - Convention de prêt des tentes chapiteaux communales
- 9 - Mise à disposition du SYMIELECVAR des équipements d'éclairage public suite au transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »
- 10 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 11 - Question écrite de M. COEURDEUIL relative au fonctionnement de la Commission d'Urbanisme
- 12 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 8 mars 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - CEMBRANI Romain - MUNIER Denise - COLLAIN Olivier - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles.

Absents excusés : Mmes BOULE AMPHOUX (procuration donnée à COEURDEUIL Yves) et DONADEY Sylviane (procuration donnée à RIHAL Pascale) - MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à CULINATI Jean) - GAULET Renaud - KINET Jean-Luc

soit 22 présents donc 25 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

1 - Approbation du PV de la réunion du 18 février 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 février 2016.

Il rappelle à l'assemblée qu'après chaque réunion du Conseil Municipal et préalablement à la présentation du procès-verbal définitif pour vote lors de la séance suivante, un projet de procès-verbal est adressé aux Conseillers afin de connaître leurs observations et demandes de modifications du texte.

Il informe l'assemblée que M. COEURDEUIL a déposé un recours contre le projet de procès-verbal, considérant qu'il ne correspond pas à la réalité des faits à propos de la non-réponse de M. le Maire à sa question écrite n° 2 portant sur le fonctionnement de la commission communale de l'urbanisme.

Le projet de procès-verbal stipulait que M. le Maire a renvoyé la question n°2 de M. COEURDEUIL à la séance suivante, alors qu'en fait, M. le Maire a levé la séance sans laisser M. COEURDEUIL poser cette question.

M le Maire indique que le procès-verbal définitif a donc pris en compte ce recours. Le texte a donc été rédigé conformément aux débats (page 24). Il souligne toutefois que M. COEURDEUIL n'a pas demandé la parole, en fin de réunion, pour poser sa question écrite n° 2.

M. le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 février 2016,

A la majorité,

3 CONTRE : MM. COEURDEUIL - PAZ - Mme BOULE AMPHOUX

2 ABSTENTIONS : MM. VERDON - FOURNEL

APPROUVE ce document.

Finances

2 - Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2015 des 3 budgets

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent de fonctionnement constaté au Compte Administratif du Budget Communal de l'exercice 2015 pour un montant de QUATRE CENT CINQUANTE HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS TRENTE TROIS CENTIMES (458.597,33 €)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

VOTE l'affectation d'une partie de cet excédent de fonctionnement, soit 170.000 €, représentant le montant de l'annuité « capital » de remboursement d'emprunt pour l'année 2016, à la section d'investissement (article 1068)

VOTE le maintien du solde de ce montant, soit 288.597,33 €, en apport à la section de fonctionnement (article 002) du Budget de la Commune de l'exercice 2016 .

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2015 pour un montant de QUATRE CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE UN EUROS QUATRE VINGT QUATRE CENTIMES (420.631,84 €)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VOTE le maintien de ce montant, soit 420.631,84 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2016 .

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2015 pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS QUATRE VINGT CINQ CENTIMES (391.899,85 €)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VOTE le maintien de ce montant, soit 391.899,85 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2016 .

3 - Vote du taux des taxes directes locales pour 2016

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2016 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales,

CONSIDERANT le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière de 85.061 €, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,

A l'unanimité,

DECIDE de maintenir les taux appliqués en 2015 et donc, de les fixer comme il suit pour 2016 :

• TAXE D'HABITATION.....	11,50 %
• FONCIER BATI.....	16,60 %
• FONCIER NON BATI.....	87,31 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2016, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de **UN MILLION HUIT CENT NEUF MILLE TROIS CENT DIX HUIT EUROS (1.809.318 €)**.

4 - Vote du budget primitif 2016 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 de la **Commune** dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 1 abstention (M. LANGE) et 5 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et MM. PAZ-COEURDEUIL-FOURNEL-VERDON)

ADOpte le projet de budget primitif 2016 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- **les recettes**, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT QUARANTE SIX EUROS QUATRE VINGT UN CENTIMES (8.133.746,81 €)

- **les dépenses**, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT QUARANTE SIX EUROS QUATRE VINGT UN CENTIMES (8.133.746,81 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 du **Service Public de l'Eau Potable** dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Après avoir discuté chapitre par chapitre pour chaque section,
Après avoir consigné le résultat de ses votes,
A l'unanimité,

ADOpte le projet de budget primitif 2016 du Service Public de l'Eau Potable,

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE
QUATRE EUROS DOUZE CENTIMES (1.972.454,12 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE
QUATRE EUROS DOUZE CENTIMES (1.972.454,12 €)

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 du Service Public de l'Assainissement dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Après avoir discuté chapitre par chapitre pour chaque section,
Après avoir consigné le résultat de ses votes,
A l'unanimité,

ADOpte le projet de budget primitif 2016 du Service Public de l'Assainissement,

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE HUIT EUROS
QUATRE VINGT TREIZE CENTIMES (1.569.838,93 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE HUIT EUROS
QUATRE VINGT TREIZE CENTIMES (1.569.838,93 €)

5 - Demande de prêt bancaire pour acquisitions foncières et travaux d'investissement

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'un emprunt de 1.500.000 € a été inscrit en prévisions au budget primitif 2016 de la Commune pour permettre le financement des programmes d'investissements votés soit deux acquisitions foncières (terrains CHABAS et TAXIL) et des travaux d'investissement.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe aux Finances, qui indique qu'une consultation a été lancée auprès de plusieurs établissements bancaires: le Crédit Agricole, la Caisse d'Epargne (Crédit Foncier), la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque Postale.

Mme BREBAN fait part au Conseil Municipal des propositions reçues, propositions qui ont été étudiées par la Commission des Finances.

Elle propose au Conseil Municipal de souscrire auprès du Crédit Foncier un contrat de prêt sur 20 ans, à taux fixe et échéances constantes, aux conditions suivantes :

- <u>Montant</u> :	1.500.000 €
- <u>Durée de remboursement</u> :	20 ans
- <u>Périodicité des échéances</u> :	trimestrielles
- <u>Taux fixe</u> :	2,01 %
- <u>Frais et commissions (0,05 %)</u> :	750 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE : MM. FOURNEL-PAZ-COEURDEUIL-LANGE et Mme BOULE AMPHOUX

1 ABSTENTION : M. VERDON

DECIDE de contracter un prêt de 1.500.000 € auprès du Crédit Foncier aux conditions énoncées,

DECIDE d'affecter le montant de ce prêt au paiement des factures liées aux travaux d'investissement inscrits au budget communal, principalement l'acquisition des terrains « CHABAS » et « TAXIL » lieu-dit « St-Jacques » pour un montant de 1.390.000 €,

MANDATE Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cet emprunt,

S'ENGAGE à inscrire chaque année au budget la somme nécessaire au remboursement de l'emprunt.

Personnel communal

6 - Contrat aidé affecté au nettoyage de la voirie - Augmentation du nombre d'heures

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 24 mars 2015, un emploi aidé de type « C.U.I. » a été créé pour le service de nettoyage de la voirie.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui indique que la charge de travail affectée à l'agent embauché sur cet emploi aidé a été augmentée et qu'il est nécessaire de majorer le nombre d'heures hebdomadaire de son contrat pour le porter de 20 à 26 heures à compter du 1^{er} avril 2016.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'augmenter le nombre d'heures hebdomadaire de travail de l'agent embauché sur le contrat aidé « C.U.I. » créé par délibération du 24 mars 2015,

INDIQUE que ce nombre d'heures hebdomadaire sera fixé à 26 heures à compter du 1^{er} avril 2016.

PRECISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 012).

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

7 - Tarifs des activités périscolaires et extra scolaires 2016/2017

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les tarifs relatifs aux prestations périscolaires et extra scolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015 et fixés pour l'année scolaire 2015/2016.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse, qui propose à l'assemblée délibérante les nouveaux tarifs 2016/2017 pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les nouveaux tarifs proposés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs périscolaires et extra scolaires tels que proposés par Mme PASQUET,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application à compter de la rentrée scolaire 2016/2017.

8 - Convention de prêt des tentes chapiteaux communales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal avoir reçu des demandes de prêt des tentes « chapiteaux » communales pour l'organisation de divers événements associatifs ou autres.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint.

M. CULINATI précise que la mise à disposition du matériel municipal à des tiers (associations ou autres organismes publics ou privés) doit être gérée par des conventions de prêt. Il propose que le prêt des tentes chapiteaux soit réalisé à titre gratuit et donne lecture à l'assemblée d'un projet de convention

Monsieur le Maire demande l'avis du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean CULINATI, Adjoint,
Après en avoir délibéré,

A la majorité :

9 ABSTENTIONS : MM. SAULNIER - DEBAQUE - CULINATI - GAUTIER - GIRAUD - CEMBRANI - BOSSUGE - NAL - MUNIER

16 - CONTRE : MM. TURINELLI - INGRASSIA - BREBAN - PASQUET - LANGE - VERDON - MIONET - RIHAL - GAQUIERE - REES - COLLAINE - COEURDEUIL - PAZ - FOURNEL - BOULE AMPHOUX - DONADEY.

REJETTE le projet de convention de mise à disposition des tentes « chapiteaux » communales.

REFUSE la mise à disposition de ce matériel à des tiers.

9 - Mise à disposition du SYMIELECVAR des équipements d'éclairage public suite au transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, suite à sa délibération du 8 avril 2015 et :

Considérant que la Commune de LE VAL a transféré au SYMIELECVAR, la compétence optionnelle n°8 « Maintenance Eclairage Public ».

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité,

CONVIENT et ARRETE ce qui suit :

1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux d'éclairage public précisés dans le procès-verbal de mise à disposition des biens joint à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la Commune à la date de son adhésion au SYMIELECVAR, pour la compétence n° 8, soit le 8 avril 2015.

2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux d'éclairage public font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 1.931,54 €, au titre de l'éclairage public.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintégrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

10 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 18 février 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, la décision suivante dans le cadre de ses délégations :

Annule et remplace la décision n°39/2015 du 14 Décembre 2015, attribution du marché FS 04/2015 – ACRI HE (réseau pluvial) (erreur sur le montant de la tranche conditionnelle : 1.801 €)	33 035 € HT dont 1080 € tranche conditionnelle
---	---

Monsieur le Maire indique d'autre part que 3 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 18 février 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 18 février 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

11 - Question écrite de M. COEURDEUIL relative au fonctionnement de la Commission d'Urbanisme

Commission d'Urbanisme

Monsieur Le Maire,

Lors de la première réunion de la Commission d'Urbanisme, les membres présents ont proposé de pouvoir étudier tous les dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme d'importance dès les premiers contacts des pétitionnaires avec la Commune.

Demande restée sans effet.

Un courrier signé par la majorité des membres de la Commission d'Urbanisme vous a été envoyé le 20/04 2015 portant essentiellement sur les dossiers Jouberte et Japel.

Courrier resté sans réponse.

La Commission d'Urbanisme a été réunie, sauf erreur ou omission, 8 fois en 2 ans, alors même que des dossiers d'importance sont pendants. De plus, lors de la plupart de ces réunions, force a été de constater que nous avons été cantonnés dans de rôle de membre d'une chambre d'enregistrement de « porter à connaissance ».

Question :

Avez-vous l'intention de persister dans ce qu'il convient de qualifier de simulacre de concertation, voire de démocratie ?

Avez-vous l'intention de vider la commission de toute raison d'exister et de dénier à ses membres, qui font tous montre de compétences et d'investissement, le droit d'accéder à la connaissance des dossiers impliquant fortement le devenir de la Commune ?

M. SAULNIER indique d'autre part que lorsqu'il s'agira de travailler sur l'aménagement du terrain CHABAS en cours d'acquisition par la Commune, les membres de la Commission d'urbanisme pourront proposer des esquisses, des idées.

M. SAULNIER tient à rappeler que pour l'affaire « Terrain JAPEL », sur lequel est actuellement envisagé un projet d'importance, différentes réunions avec débats ont été tenues en présence des Conseillers Municipaux. Les procès-verbaux de l'époque peuvent en témoigner. Il avait été proposé aux membres de la Commission d'Urbanisme de travailler sur des esquisses d'aménagement urbanistique de ce terrain afin que chacun puisse apporter ses idées. Cette demande n'a pas abouti. M. SAULNIER rappelle d'autre part qu'à l'arrivée de la nouvelle équipe municipale, ce terrain était soumis à décision de justice pour préemption indue. Aujourd'hui, la Commune ayant retiré son droit de préemption, un aménageur privé étudie un projet d'aménagement. Ce projet sera soumis à la Commission d'Urbanisme et au Conseil Municipal.

M. SAULNIER évoque ensuite l'affaire « Terrain La Jouberte ». Il indique que ce terrain n'appartient pas vraiment à la Commune puisque celle-ci a été condamnée à le proposer à la vente à l'aménageur « LE VAL DE PROVENCE » ou encore à ses propriétaires initiaux. Elle ne peut donc en disposer à son aise. La Commune a toutefois gagné le procès au niveau des indemnités de préjudice demandées par l'aménageur, celles-ci ayant été rejetées par la Cour d'Appel. Il rappelle que, par délibération du 18 février 2016, la Société « LE VAL DE PROVENCE » a été mise en demeure de se prononcer sur la proposition de vente du terrain avant le 30 septembre 2016. Elle a été d'autre part autorisée à déposer toutes demandes d'urbanisme. M. SAULNIER indique qu'ainsi la Commune pourra être informée du projet d'aménagement et y travailler de concert avec le promoteur. La Commission d'Urbanisme sera invitée à étudier le dossier et à émettre des avis.

M. SAULNIER indique ensuite que le travail sur le P.L.U. est mené en collaboration avec le Cabinet BEGEAT et le COPIL formé d'élus du Conseil Municipal. De nombreuses réunions ont déjà eu lieu. De même pour les études annexes telles que le diagnostic agricole, le diagnostic assainissement, la révision du schéma directeur de l'assainissement et le schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

Il convient que M. COEURDEUIL a été présent la plupart du temps sauf quelques absences excusées (1 ou 2 à priori).

Il indique que des convocations ont été envoyées récemment pour inviter le COPIL à deux prochaines réunions de travail internes sur l'enveloppe urbaine notamment.

M. SAULNIER considère que la Commission d'Urbanisme travaille régulièrement et qu'elle est convoquée lorsque les demandes reçues par le Service de l'Urbanisme présentent une certaine importance.

Il propose que dorénavant une réunion soit prévue tous les 15 jours afin que chaque dossier reçu soit soumis aux membres de la Commission d'Urbanisme (clôtures, abris de jardin, panneaux photovoltaïques, modifications de façades, piscines, construction neuve, aménagement de constructions, modificatifs, etc.... ainsi que demandes de permis d'aménager, de divisions parcellaires, de permis de construire, de certificats d'urbanisme, etc....)

Il souligne la totale transparence avec laquelle tous les dossiers sont traités jusqu'à ce jour et rappelle que les projets importants ont toujours fait l'objet d'un travail en commun au sein de la Commission.

M. SAULNIER fait part à l'assemblée que le temps de parole de chaque Conseiller sera limité à l'avenir afin de ne pas allonger les débats inutilement et retarder les décisions sur les dossiers en cours. Il considère que certaines polémiques sont superflues.

M. COEURDEUIL note la proposition de M. le Maire de faire étudier tous les dossiers par la Commission d'Urbanisme. Il rappelle que « lors de la première réunion de cette Commission, les membres présents avaient fait cette demande mais uniquement pour les dossiers d'importance, par exemple le projet « Fontenelle », le projet « JAPEL »,, le lotissement « Les Coteaux du VAL ». Sur le projet JAPEL, un courrier datant de plus de deux ans a été envoyé au promoteur indiquant que suite à votre rencontre vous acceptiez le projet présenté. Et aujourd'hui vous nous dites que le projet va être soumis à la Commission d'Urbanisme pour proposer des esquisses. Excusez-moi M. le Maire mais aujourd'hui je suis Conseiller Municipal, Architecte à la retraite et j'aime bien dessiner mais je dessine pour moi et non pas à la place des promoteurs et architectes d'une opération. »

M. SAULNIER rappelle que le terrain CHABAS sera communal.

M. COEURDEUIL indique que les propositions d'esquisses faites par M. le Maire concernaient le terrain JAPEL. Il convient que le terrain relève d'une autre approche. De plus, il indique faire la différence entre la commission d'urbanisme qui gère les affaires courantes de cette compétence et le COFIL qui travaille sur la mise en place du PLU, tout en rappelant que les membres des deux groupes sont les mêmes. Il estime que le COFIL doit avoir une vision d'aménagement urbanistique à terme. Toutefois il insiste sur le fait que la Commission d'Urbanisme, qui gère les demandes au quotidien, doit pouvoir travailler sur les demandes de lotissement ou autre projet d'importance qui peuvent remettre en cause le paysage de la Commune. Il revient sur le fait qu'il y a deux ans les membres de la commission d'urbanisme avaient demandé d'être réellement acteurs de tout cela.

M. SAULNIER demande à M. COEURDEUIL combien de projets et lesquels ont été déposés sur la Commune et présentent une certaine importance. Il insiste sur le fait que le terrain de « La Jouberte » n'appartient pas à la Commune.

M. COEURDEUIL répond que le terrain de « La Jouberte » fait partie du patrimoine de la Commune. Il en demande confirmation à la D.G.S. présente qui acquiesce. Il rappelle, en outre, que pour proposer un bien à la vente, il faut en être propriétaire.

M. SAULNIER rappelle que tant que l'aménageur ne s'est pas prononcé sur la proposition de vente du terrain, la Commune ne peut pas y intervenir pour un quelconque aménagement.

M. COEURDEUIL revient sur le fait qu'il ne s'agit que d'une proposition de vente et non pas une obligation. Il fait part à l'assemblée qu'il aurait aimé, en tant que membre de la commission d'urbanisme, être convié à chaque réunion avec l'Avocat de la Commune afin de pouvoir lui poser les bonnes questions.

M. SAULNIER rétorque qu'à chaque réunion sur les projets « La Jouberte » ou « Japel » avec l'Avocat, des élus ont toujours participé ainsi que le porte parole du Conseil Municipal, en la personne de M. TORRESILLA. Celui-ci devait transmettre un compte-rendu à ses Collègues avec ses observations. Quand M. TORRESILLA n'a pas pu assister pour des raisons professionnelles à certaines réunions, il a été remplacé par M. VERDON mais également par M. COEURDEUIL.

M. COEURDEUIL maintient que cette présence n'a pas été systématique.

M. SAULNIER réfute cette affirmation et demande à M. COEURDEUIL d'arrêter de polémiquer.

M. COEURDEUIL répond qu'il ne s'agit pas de polémique et dit qu'il a en mains un état des honoraires de l'Avocat où sont inscrites des dates d'intervention qui ne correspondent pas à celles des réunions précitées à propos notamment du dossier « LE VAL DE PROVENCE ».

M. SAULNIER demande à M. COEURDEUIL de ne pas tout mélanger car les interventions notées en dehors des dates de réunions concernent des missions de défense devant les tribunaux. Il rappelle à l'assemblée que le dossier « LE VAL DE PROVENCE » est tenu à la disposition de chacun comme il l'a été par le passé sans que personne ne soit venu le consulter d'ailleurs.

12 - Questions orales

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER